

Mouvements des paysans et leur impact sur la bidonvilisation de la ville de Bukavu

Par Lucien WAND'ARHASIMA M.⁸⁶ et Valéry MUHAYA N.⁸⁷

Résumé : Pendant que l'exode rural vide les milieux ruraux suite aux conflits armés récurrents, les villes gagnent en ampleur, en densité démographique et en étalement urbain. Non planifiée, ni contrôlée, l'expansion urbaine génère plusieurs fléaux : prolifération des taudis, chômage, irrégularité dans la fourniture des services de base (eau potable et électricité, système éducationnel, sanitaire, d'assainissement et de gestion des déchets), pollutions diverses (de l'eau/air/sol et sonore), dégradation ou absence des équipements et infrastructures de communication. L'histoire renseigne que la ville de Bukavu a été conçue pour un nombre d'habitants limité. Les Communes urbaines et de la Mairie (2020) rapportent un taux annuel d'accroissement exponentiel de 10,5. L'exode des paysans (politico-sécuritaire avant d'être socio-économique) vers la ville de Bukavu est l'une des principales causes de sa bidonvilisation (en pleine centre-ville et non à la périphérie). Sans encadrement, ni moyens conséquents, les habitants y sont groupés, par dépendance professionnelle ou d'origine, conciliant ainsi la liberté individuelle et les contraintes sociales.

Voulant comprendre les facteurs sous-tendant cette bidonvilisation et partant de l'analyse documentaire, l'enquête ménage avec une grille d'entretien sur ses causes et conséquences et les perspectives de solution durable, cette étude fait observer une urbanisation anarchique de Bukavu, gardant ses habitants, en entités-pièges, victimes de leur propre turpitudes (Nasse damonienne). Elle propose l'expérimentation, l'entraînement, l'inventivité des logements sociaux pour avoir des entités-pilotes, épanouissant durablement ses habitants (Sas damonien) ; dans le respect des contraintes soit spatiales/physiques des bidonvilles, soit sociales de ces habitants, soit les deux à la fois.

Mots clés : Bidonville, Entité-Piège, Entité-Pilote, Nasse, Sas, Ville, Planification urbaine, exode rural sécuritaire,

Introduction

Au cours de dernières décennies, les stratégies d'occupation des terres par des conflits armés ont accéléré les mouvements des populations en RDC à un rythme et dans des conditions effroyables. La partie Est du pays avait fait l'objet de champ des batailles dues à des guerres à répétition dans les Kivu. Craignant pour leur vie, les populations rurales, pauvres, sont venues

⁸⁶ Chef de travaux et Master en Politiques et Socio-économie de l'Environnement, Enseignant et Chercheur à l'Institut Supérieur de Développement Rural/ ISDR-Bukavu, Doctorant à l'Université de Yaoundé-1/Cameroun.

⁸⁷ Chercheur ASR2 à l'Institut Géographique du Congo et Candidat Master en Gestion Durable des Sols (Environnement) à l'Université Evangélique en Afrique (UEA)/Bukavu.

trouver refuge dans des centres urbains déjà surchargés, sans emploi ni infrastructures suffisantes pour les accueillir (UN-Habitat, 2008). La ville de Bukavu (RDC) est particulièrement concernée ainsi par une urbanisation sur des pentes instables (Balegamire *et al.*, 2017). Les déplacés, planifiant un non-retour vers leurs milieux d'origine et sur-peuplant les milieux urbains, Bukavu-la-verte, ainsi baptisée par les colonisateurs belges, ne recouvre plus cet environnement qui pourrait faire d'elle une ville touristique. L'inexistence d'un plan d'aménagement urbain, l'exode rural et des pratiques corollaires notamment les constructions anarchiques, ont conduit au déboisement et à déverdir la ville.

La notion de ville fait l'objet d'une polysémie selon les domaines et se comprend sur les plans social, culturel, politique et économique. Chaque discipline scientifique (sociologie, histoire, économie, philosophie, ...), produit une définition du concept de ville à sa guise. Par-delà cette polysémie et du nombre d'habitants qui dépend de chaque pays, nous retenons la définition présentant la ville comme une agglomération où la décence caractérise les infrastructures et équipements sociaux et dont, outre les services administratifs, les principales activités économiques sont : l'industrie, l'artisanat, le commerce, les professions libérales, bref, un cadre vital basé sur les activités du tertiaire et du quaternaire. Aujourd'hui on ajoute la notion de ville durable (Cassaigne, 2009), économiquement viable, socialement vivable et respectueuse de l'environnement, incluant la participation citoyenne, sans exporter ses coûts sur d'autres temps ou d'autres territoires (Tommasi et Boyer, 2018).

Ainsi la charte d'Athènes préconise qu'une ville doit remplir quatre fonctions essentielles, propres à l'urbanisme et répondant de la nature humaine ; nous avons : - le logement décent, spacieux et suffisamment aéré à l'intérieur comme à l'extérieur, - le travail sécurisé par un marché d'emploi toujours croissant, - le loisir pour assainir le corps et l'esprit, et la circulation dotée des infrastructures adéquates et suffisantes (Le Corbusier, 1943).

Tout compte fait, la ville de Bukavu, laisse à désirer quant aux quatre fonctions qu'elle devrait renfermer et par conséquent elle assemble une suite de bidonvilles. Ce terme « Bidonville » remonte des années 1930 dans la Revue « *L'Explorateur français* » et le Journal « *La Voix du Tunisien* » (J-Marc, 1930) et a été emprunté par Yves Lacoste en 1950 qualifiant un quartier de Casablanca (Maroc) dont les maisons étaient construites avec des gros bidons découpés (Lakehal M., 2000).

Les « bidonvilles » se retrouvent partout dans le monde et portent différentes dénominations : *kachiabadi* au Pakistan, *slum* en Angleterre, *muddukuau* Sri Lanka, *bairro de lataau* Portugal,

lušnynaien Lituanie ou encore *kartonskonaselje* en Serbie, *garbage City* et *ashwaiiyat* en Egypte, *imijondolo/township*, *khayelitsha*, *shantytown* et *mamelodi* en Afrique du sud, *favela* au Brésil, *karyane* et *brarek* ou *dwar* au Maroc, *achwayates* en Algérie, *slum*, *kijiji* ou *korogocho* au Kenya, *ciudadesperdidas* ou *colonias* (mais ce terme peut aussi s'appliquer à des quartiers chics) au Mexique et dans le sud du Texas, *barrio* en République dominicaine, *ranchos* au Venezuela, *asentamientos* au Guatemala, *cantegriles* en Uruguay, *invasiones* en Équateur et Colombie, *poblacionescallampas*, *poblas* ou *campamentos* au Chili, *chacarita* au Paraguay, *chabolasen* Espagne, *pueblos jóvenes* ou *barriadas* au Pérou, *precario/tugurio* au Costa Rica, *musseques* en Angola, *mapane* ou *matiti* au Gabon, *katutura* en Namibie, *dharavi* et *bustees* en Inde, *geçekondus* en Turquie, *villasmiseria* en Argentine, etc. (Atlas sociologique, 2020); partout caractérisés par une communauté informelle, des activités non structurées charriant une stigmatisation de criminalité (Carroll, 1969).

Le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (PNUEH), appelé *ONU-Habitat*, intègre dans la description des bidonvilles les seules dimensions physiques et légales, excluant les dimensions sociales difficiles à quantifier. Ainsi, selon les Nations Unies, un « bidonville » se caractérise par l'accès inapproprié à l'eau potable (et à l'électricité), aux services d'assainissement (d'évacuation des déchets) et/ou aux autres infrastructures, le logement indécent et surpeuplé (selon une surface minimale de 5 m² par personne) et l'insécurité foncière (UN-Habitat, 2003).

Le dictionnaire Larousse (2011) parle d'une agglomération d'abris de fortune en matériaux de récupération, dont les habitants vivent dans des conditions précaires (misérables et dans la promiscuité). D'autres études renchérisent que cette précarité donne forme à un habitat dépourvu d'équipements élémentaires de base dont pour l'éducation et la santé, dans les quartiers urbains et périurbains.

Le bidonville est un passage nécessaire dans un pays sous-développé, pour assimiler la culture urbaine. Cependant, cette notion reste critiquable à plusieurs égards (Lehzam, 1982 ; Belaadi, 2001 ; 2010). Renchérisant, l'encyclopédie trouve en des bidonvilles une étape d'urbanisation particulière aux sociétés en développement : Cas du bidonville d'*Orangi Town* de la ville de Karachi (Pakistan) où ses habitants se sont organisés afin d'autofinancer et de construire son propre système d'égouts via *The Orangi Pilot Project* en 1980. En Egypte, *Ezb et-El-Haggana* est l'une des plus grandes *ashwaiiyat* ou « communautés informelles », situées au nord-est du

Caire dont l'habitat spontané s'est vu urbanisé par les résidents, se rapprochant un peu plus des habitations standards de la région.

Des bidonvilles viabilisent aussi la ville en lui offrant les services de base : les habitants d'*Orangi Town* se sont spécialisés dans la fabrication de tapis et d'articles en cuir, un apport économique non négligeable pour l'agglomération de Karachi et ses environs. Cependant, les conditions de vie restent difficiles, contribuant à la propagation des maladies, notamment le paludisme et la typhoïde. En Egypte, le bidonville de *Manshiyat Naser* au sud-est du Caire, surnommé *Garbage City* ou « ville Lapoubelle », réunit le plus grand nombre des ramasseurs d'ordures (les *zabbaleen*) de la capitale égyptienne, collectant et recyclant des déchets pour l'alimentation des porcs dont ils gagnent de l'argent en en vendant la viande.

Au Nigeria, nombreux bidonvilles de Lagos survivent et parviennent à contribuer de manière significative à l'économie locale (T. McDonnell, 2017), cas d'Ajgunle (surnommé *AJ City*), d'Agege et de Makoko surnommé la « Venise flottante ». Makoko (Fig.1) est un petit quartier-carrefour dont les femmes en pirogue vendent toutes sortes de produits champêtres (légumes, pommes, citrons verts, mangues), tandis que les hommes s'activent à la pêche, fournissant à la ville de Lagos les produits de mer et exportant du poisson dans d'autres pays de la région, dont le Ghana. Une activité économique qui ne masque cependant pas l'insalubrité de la lagune : toutes sortes de déchets (bouteilles en plastique, emballages) s'entassent à la surface de l'eau aux lieux d'embarcations. Depuis le début des années 2010, ce bidonville est menacé d'expulsion par les autorités locales, afin de le transformer en « Dubaï d'Afrique » y projetant des constructions des tours vertigineuses, des magasins et des quartiers d'affaires (car devenu un pôle d'attraction et une niche économique).

En Inde, le Dharavi de Mumbai (ex-Bombay Fig.2), est l'une des zones les plus densément peuplées du monde, un quartier multi-religieux et multi-ethnique (Atlas sociologique, Op.cit). Ce bidonville fait preuve d'une impressionnante vitalité économique, chaque maison disposant d'un atelier pour la fabrication d'articles en cuir, des vêtements, de la poterie, etc. Une industrie traditionnelle qui, bien qu'informelle, s'est imposée par sa compétitivité.



Fig.1 Le Bidonville de Makoko



Fig.2 Le Bidonville de Dharavi (Mumbai, Inde)

Désormais, les artisans du bidonville travaillent sous contrat pour de grandes entreprises du secteur formel, fournissant aux boutiques de luxe, voire exportant à l'international. Si l'image des bidonvilles est associée dans l'imaginaire collectif à l'indigence et au crime, les habitants des taudis font preuve de solidarité et de résilience en participant activement à la richesse des villes. Ce qui pousse les institutions internationales et autres experts à plaider pour l'intégration, les raccordant aux services publics de base plutôt que de les raser et/ou les isoler.

Sommes toutes, les principales causes expliquant la croissance des bidonvilles partent de l'exode rural lié aux crises économiques, à la pauvreté, à l'économie informelle, au chômage élevé, à la ségrégation sociale/raciale voulue ou non, à la mauvaise planification de la politique urbaine, un nombre insuffisant de logements sociaux, les catastrophes naturelles et les conflits armés (Atlas sociologique Op.cit.).

Il ressort de ce qui précède qu'un bidonville est un quartier caractérisé par un développement physique spontané, non contrôlé par les institutions publiques, dont les conditions d'hygiène et sécuritaires sont précaires et privé d'infrastructures et de services sociaux de base, du travail mieux rémunérateur, considérés d'ailleurs par les paysans comme symboles de la vie urbaine, indisponibles dans les milieux ruraux et qui font migrer ces derniers vers les villes.

Notre approche théorique part de l'interrogation de Damon (2017) sur la fonction urbaine des bidonvilles, qui, en sociologue optimiste, plutôt que de n'y voir que des NASSES ou « pièges

à pauvreté », « des îlots de misère et d'insalubrité » et des « agglomérats de pollution, d'insécurité et d'infamie », il y voit des SAS ou des espaces d'innovation culturelle, d'« imagination sociale » et d'« inventivité économique et urbanistique » ; des lieux où l'économie circulaire prend tout son sens (des opportunités offertes aux entreprises pour le marché/solution de logements (Eloy, 2018), pour l'emploi/mains d'œuvre bon-marché et pour la consommation), où la débrouille sociale s'élargit et où la créativité artistique se manifeste. Sont-ce, dira-t-il « des laboratoires de la ville durable ». Damon fait remarquer que « quand les habitants sont obligés de se débrouiller avec peu de moyens, ils ont un savoir-faire de bricoleurs touche-à-tout, inventant par nécessité afin de pallier le manque de ressources et d'infrastructures. Il s'agit de faire plus avec moins, voire avec presque rien ».

Quant à l'emplacement des gens, la théorie de Hoover (1937) stipule que le développement spatial dispose que ceux à haut revenu occupent les zones où le transport en commun est pratiquement inexistant et qu'aux nœuds de circulation auprès des zones industrielles et commerciales s'accrochent la plupart des gens à faible revenu y érigeant des bidonvilles. L'une des principales causes d'expansion des bidonvilles vient du lien de l'exode rural au chômage urbain selon le modèle de Harris et Todaro (1970).

Pour comprendre la dynamique interne des bidonvilles, nous ajoutons aux précédentes approches celle de la mobilité spatiale et urbaine (Dupont et Guilmoto, 1993), qui fustige le recours à une seule échelle d'analyse et la référence à un paradigme unique, au caractère réducteur et ne permettant pas d'expliquer la complexité des phénomènes observés. Cette approche insiste sur la théorie de la dépendance (Carlos, 1977) qui présente les avantages d'une perspective globale permettant d'introduire diverses questions fondamentales comme l'allocation des ressources, la distribution internationale (et nationale) du pouvoir, les politiques gouvernementales et, plus généralement, les questions de développement (Skeldon, 1990). La dynamique des villes moyennes dont les fonctions urbaines sont souvent spécifiques, est liée soit aux marchés agricoles, soit aux activités commerciales, soit aux centres industriels, soit aux représentations et valeurs culturelles, etc. Le défi que pose la recherche des causes de la mobilité spatiale, c'est, pour reprendre les termes de Skeldon, l'éternel problème de relier l'individu à la société, de concilier la liberté individuelle et les contraintes sociales.

Les bidonvilles qui se sont formés dans la ville de Bukavu peuvent être le résultat de l'insécurité dans les villages d'origine, du phénomène de l'exode rural et du faible niveau de revenu des ménages (Thill, 2019). Sans prétendre répondre à toutes les questions qui peuvent tourner

autour du thème sous étude, nous entendons d'une manière générale arriver à : Attirer l'attention des différents acteurs socio-économiques sur les véritables causes et conséquences de l'émergence et expansion des bidonvilles dans la ville de Bukavu.

Ainsi, de manière plus spécifique nous voulons arriver à :

- Dégager des éléments pouvant expliquer la prolifération des bidonvilles dans la ville de Bukavu ;
- Esquisser les conséquences et le mode de fonctionnement des bidonvilles observables dans la ville de Bukavu ;
- Dégager les pistes de solution durable pour gérer cette bidonvilisation de la ville de Bukavu (voir si elle s'inscrit dans la logique d'un Sas ou d'une Nasse et les possibilités du processus de retour et de réinstallation et/ou d'intégration locale).

Méthodologie

- Pour réaliser cette étude, nous avons mené une enquête aléatoire auprès de ménages. Faute des statistiques démographiques de nos sites/bidonvilles choisis avec une grille d'entretien débattant des origines des enquêtés, du pourquoi du choix de leur milieu de vie, des documents cadastraux/fonciers qui les y sécurise, des risques qu'ils encourent sur ce site, de leurs activités professionnelles ou de survie, des principaux acteurs dans l'assainissement de leur milieu et d'autres services de base. Le saut de sondage était de 5 ménages au 4 coins cardinaux. Les bidonvilles retenus sont : Cercle hippique et Muhungu/Mukukwe au quartier Nyalukemba dans la Commune d'Ibanda ; Kabwa/Kasire et Nyarwizimya respectivement aux quartiers Nyakaliba et Nkafu dans la Commune de Kadutu et les quartiers Mulambula et Cikonyi/Buriba dans la Commune de Bagira ; les trois Communes urbaines de Bukavu. Un échantillon aléatoire de 90 ménages a fait l'objet de l'étude dont 30 par commune. Ce procédé aléatoire consistait au saut de 5 ménages sur les rues, en commençant par le premier ménage où on rencontre un enquêté/responsable de ménage. Et si le ménage de l'échantillon est inaccessible on prenait le tout proche suivant favorable, ainsi de suite.
- On s'est servi du recueil de l'évolution démographique de la ville de Bukavu et autres données estimées fiables obtenues aux bureaux de l'état civil des trois communes urbaines

du Sud-Kivu. À ce niveau, des graphiques ont été construites sur cette base de la croissance de la ville à différentes périodes.

- La démarche a retenu la recherche documentaire, descriptive et analytique, qui nous a servi d'appui dans la reconstitution de l'histoire de la ville de Bukavu de 1900 à 2019, avec un accent particulier sur l'évolution démographique en lien avec l'expansion de la ville à partir des données historiques recueillies dans différents ouvrages traitant de l'urbanisation, de l'habitat.
- Etant du milieu, l'observation participante a permis de vivre l'état des sites qu'on a pu photographier. Les 6 enquêteurs se sont basés sur les données disponibles pour faire le choix des sites parmi l'ensemble et retenir les quartiers/bidonvilles ayant :
Un nombre plus élevé des habitations précaires (baraques, taudis) en planchettes, en terre battue ou en bâches dont la toiture est en véritables matériaux de récupération,
Un taux élevé d'insalubrité et de promiscuité.

Cette étude essaie de mettre spécifiquement en exergue certaines causes et conséquences socio-économiques de l'émergence des bidonvilles dans la ville de Bukavu et présente sous la base des données empiriques et de documentation, une analyse des problèmes qui méritent une attention soutenue de la part des acteurs politiques et socio-économiques dans l'espace urbain de Bukavu.

Après avoir collecté les données sur le terrain, nous avons fait recours au logiciel EXCEL dans le but de faire des représentations graphiques et d'autres calculs à des fins utiles, tableaux de synthèse et de contingence indispensables à l'analyse des données.

Eléments explicatifs de l'émergence des bidonvilles dans la ville de Bukavu

Ce point vise à faire ressortir les causes de la concentration démographique de l'espace urbain de la ville de Bukavu qui s'explique par le phénomène de l'exode rural et de la concentration de presque toutes les activités génératrices de revenu, de biens et de services nécessaires à l'existence humaine.

Données démographiques : problématique de l'offre et de la demande foncières

L'évolution annuelle de la population urbaine de Bukavu, qui ne couvre que 60 km² (inclus la superficie occupée par les eaux), est estimée à 916048 habitants en 2014 (Rapports respectifs

des Communes) et avec un accroissement de 3,1 % (Muhaya *et al.*, 2018), son estimation remonte à 1067116 habitants en 2019 (Confer Tableau-1 sur l'évolution de la population de Bukavu par Commune de 2006 à 2019), soit une densité d'environ 17958 habitants au km².

Ces données de la population de la Ville de Bukavu sont présentées dans le Tableau-1 dont le graphique ci-dessous, suivant ses trois Communes urbaines, à savoir ; la Commune de BAGIRA avec une superficie de 3760m², de KADUTU avec 1010m² et la Commune administrative d'IBANDA dont la superficie est de 1236m².

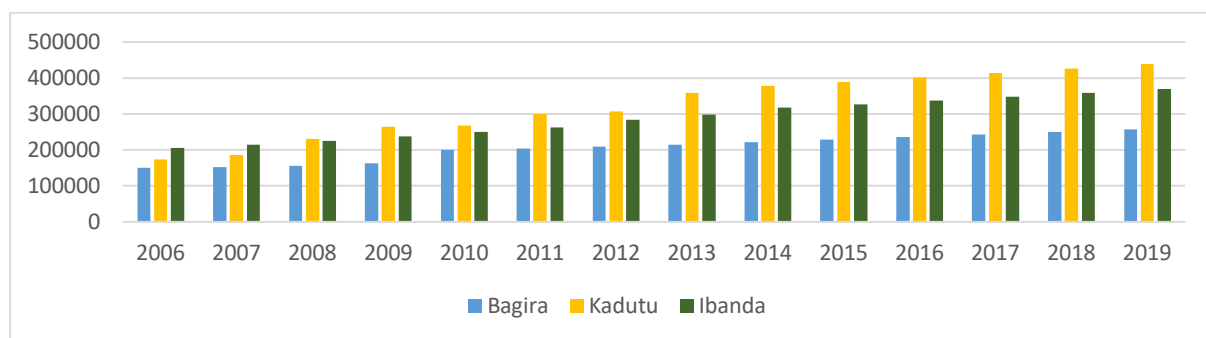


Fig.3 Graphique sur l'évolution de la population dans la ville de Bukavu.

A la lumière du graphique ci-dessus, nous pouvons lire une croissance démographique permanente dans la Ville de Bukavu depuis l'avènement de Joseph Kabila, toutes les Communes confondues. La Commune de Kadutu vient en première place, suivie d'Ibanda et celle de Bagira en dernier. L'accroissement démographique à Kadutu et Ibanda est dû respectivement à l'exode rural et aux déplacements internes vers le centre-ville des habitants à la recherche de satisfaction des services sociaux de base : eau, électricité, éducation, soins de santé, facilité de transport, sécurité face aux vols et cambriolages à mains armées...

La Commune de Bagira, un peu éloignée du Centre-ville à quelques 7 Kilomètres, n'est pas attirante parce qu'elle compte moins d'activités économiques. Au contraire, celles de Kadutu et d'Ibanda renferment les plus grandes affaires de la ville : les grands (super)marchés, magasins, dépôts (alimentaires, pharmaceutiques et divers, ...), et toutes les structures administratives de la Ville à Ibanda.

Initialement conçue et aménagée pour un nombre d'habitants réduit, la ville de Bukavu comptait 53833 au dernier recensement de l'administration coloniale en 1958 et 137885 au plus sérieux recensement retenu après l'indépendance en 1970 (Chamaa et Ndagiriyehe 1981). En 2020, on est près de 1067116 avec une densité de 17785 hab./km² (la Mairie de Bukavu va jusqu'au-delà de 2000000 d'habitants avec une densité de 33333 hab./km²). Le taux

d'accroissement est de 10.5 %. On en est aujourd'hui autour 20 fois le chiffre de 1958 et près de 10000 fois la population initiale et 114 en 1909 (Lina, 2016), à la création de la ville de Bukavu. Cet exode des populations vers la ville est politico-sécuritaire (les migrants craignant pour leur vie) avant d'être socio-économique (de la recherche du bien-être). Analysant cette croissance démographique de Bukavu on remarque que sur une période de 100 ans (1909-2009), les effectifs de la population urbaine de Bukavu sont passés de 114 à 664434 habitants, soit près de 6000 fois la population initiale. Il se révèle un rythme exponentiel incommensurable : il a fallu 50 ans (1958) pour passer de la centaine à plus de 50 dizaines de milliers, 12 ans (1970) pour passer de 50 dizaines à plus d'une centaine de milliers, 50 ans (2009) pour passer de 50 dizaines de milliers à 6 centaines de milliers, franchissant ainsi la barre du demi-million d'âmes et 10 ans seulement (2019) pour dépasser le million.

Localisation et origine des populations des quartiers-bidonvilles choisis

Les généralités sur les quartiers-bidonvilles choisis sont entre autres quartiers populaires récents dans ces Communes urbaines (Bagira, Ibanda et Kadutu), chacun se situant dans les rayons de 0 à 4 Km des centres d'affaires et de négoce de la Ville de Bukavu.

Comme on peut le voir sur le tableau-2, la plupart des habitants du bidonville de Muhungu/Mukukwe et Cercle-hippique sont des déplacés internes du centre-ville depuis la rébellion du Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD), lié ainsi à l'isolement du pouvoir central et au mouvement d'insécurité (Nyenyezi et Ansoms, 2014).

Ceux de Mulambula viennent de l'île d'Idjwi. Ceux de Nyarwizimya et Cikonyi/Burhiba proviennent de Bunyakiri et Kalonge fuyant l'insécurité causée par des groupes armés Mai-Mai. Ceux de Kabwa-Kasire viennent de Kaniola, Walungu mais aussi de quartiers périphériques de la ville (Ciriri, ...). D'où partout le terme « Shuka na Mugezi - Descendu par ruissellements » et donc, de manière progressive, suite à l'insécurité permanente dans leur milieu d'origine.

Contrairement à la littérature qui considère que les bidonvilles se développent à la périphérie des villes, ceux de Bukavu en étude sont situés au Centre-ville : Nyarwizimya est situé entre les routes nationales RN2 (menant à Walungu) et RN5 (menant vers l'aéroport de Kavumu). Cikonyi/Burhiba longe la RN-5. Les deux sont à proximité des industries brassicole-Bralima et pharmaceutique-Pharmakina, riverains du lac Kivu et partant, des ports et marchés de négoce longeant ledit lac. Kabwa-Kasire est sur une pente raide à proximité du grand marché de Kadutu. Cercle-hippique et Muhungu/Mukukwe sont des bidonvilles qui se sont développés

par des déplacés internes du centre-ville dans et autour des marais même si par après ils y ont été rejoints par des migrants de l'exode rural.

Raisons du choix de sites d'habitation par les habitants des bidonvilles

Le tableau-3 montre que les habitants des bidonvilles de Bukavu sont regroupés selon qu'ils proviennent de même village (16 % des enquêtés) ou qu'ils exercent les mêmes activités de source de revenus (16 % des enquêtés), ou selon les deux raisons mises ensemble (32% des enquêtés), faisant au total 64 % pour ces deux raisons. Ils se regroupent aussi selon qu'ils veulent s'approcher de la ville et donc du lieu de travail (25 % des enquêtés et en y adjoignant les 16 % exerçant les même activités de source de revenus, on a 41 %). Ceux qui n'ont pas de choix sont les premiers et anciens habitants de ces quartiers urbains devenus des bidonvilles. Démunis, ils ne savent pas résister à l'afflux des demandes des migrants et à l'affaiblissement de certains agents de services fonciers et de l'ordre. Ce qui explique qu'il est très difficile de protéger les propriétaires légitimes, les terrains publics et de faire respecter l'ordre dans ce domaine. La plupart des habitants de Muhungu/Mukukwe, Cercle-hippique et Kabwa-Kasire sont constitués des déplacés internes du centre-ville qui ont voulu s'approcher de leur lieu de travail et des marchés (Nyawera, Kadutu, ...).

Tableau-1. Evolution de la population de la Ville de Bukavu par Communes, de 2006 à 2019

Années / Communes	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Bagira	150659	152385	155405	163018	199366	203615	208474	215088	221307	228167	235241	242533	250052	257803
Kadutu	173482	185913	231260	263475	268724	300349	307111	357764	377322	389019	401079	413512	426331	439547
Ibanda	204831	215220	225789	237941	249793	262030	283807	297560	317419	327259	337404	347864	358647	369766
Total	528972	553518	612454	664434	717883	765994	799392	870412	916048	944445	973724	1003909	1035030	1067116

Source : Rapports de trois Communes urbaines de Bukavu/Bagira-Kadutu-Ibanda. Le taux d'accroissement utilisé dans la projection est de 3,1 % à partir de 2015

Tableau-2 : Origine et localisation de la population des bidonvilles dans la ville de Bukavu

Réponses obtenues	Effectif													Total	Pourcentage
	Bagira				Ibanda				Kadutu						
	Cikonyi / Burhiba		Mulambula		Muhungu / Mukukwe		Cercle-hippique		Nyarwizimya		Kabwa-Kasire				
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F			
De Kaniola	0	1	0	0	0	1	0	0	0	1	3	3	09	10	
De l'Idjwi et de Birava	1	0	5	4	2	1	1	1	0	0	1	0	16	18	
De Walungu	0	1	0	1	1	1	1	1	1	1	2	2	12	14	
De Bunyakiri	3	3	1	0	0	0	1	1	3	2	0	0	14	15	
De Kalonge	2	1	1	0	0	0	1	0	2	2	0	0	09	10	
Dépl. Interne au centre-ville	2	1	1	2	5	4	4	4	2	1	2	2	30	33	
Total	8	7	8	7	8	7	8	7	8	7	8	7	90	100	

Tableau-3. Raisons primordiales du choix du site par les habitants

Réponses obtenues	Effectif						Total	Pourcentage
	Bagira		Ibanda		Kadutu			
	Cikonyi / Burhiba	Mulambula	Muhungu / Mukukwe	Cercle- hippique	Nyarhwizimya	Kabwa- Kasire		
Mêmes villages de provenance	2	3	2	2	3	2	14	16
Mêmes activités de source de revenus	2	3	2	2	3	2	14	16
Les deux à la fois	7	6	3	3	5	5	29	32
Proximité de la ville/du lieu de travail	3	2	6	5	3	4	23	25
Pas de choix	1	1	2	3	1	2	10	11
Total	15	15	15	15	15	15	90	100

Les quartiers nantis sont envahis par des bidonvilles qui leur servent des débouchés pour les travaux ménagers et de gardiennat, embrassant ainsi le modèle de Harris et Todaro sur le développement économique qui lie l'exode rural au chômage urbain. En général, pour Mulambula, on est dans la théorie de la dépendance sous-tendant l'approche de la mobilité spatiale et urbaine de Dupont et Guilmoto et qui concilie la liberté individuelle et les contraintes sociales. Les habitants sont dépendants des activités de leurs villages d'origines comme les migrants venant de l'Ile d'Idjwi et de Birava veulent rester riverains du lac Kivu, y créant un marché aux produits de pêche mais aussi des produits agricoles pour leurs milieux d'origines. Ceux de Nyarwizimya et Cikonyi/Burhiba, ayant fui l'insécurité, se regroupent selon leur origine et créent un marché agricole et des produits forestiers en provenance de Bunyakiri et Kalonge. Ceux qui viennent des villages producteurs des vivres longent la route pour des marchés agricoles, aux nœuds de circulation selon Hoover. Encore que pour Mulambula, Cikonyi/Burhiba et Nyarwizimya, la proximité des industries brassicole, pharmaceutique et des marchés, leur servent aussi de débouché pour des travaux temporaires et le commerce.

Principaux acteurs et fonctionnement du service d'assainissement

Maigres et dubitatifs, les travaux d'assainissement ne sont pas accomplis dans les bidonvilles bukaviens. A Bukavu les structures publiques et privées qui s'en occupent sont : La Mairie de Bukavu et l'Office des voiries et drainage (OVD), les deux sont dotés plus ou moins des moyens matériels, à la différence d'autres services publics dont l'Inspection Provinciale de la santé (IPS/Bukavu), la coordination provinciale de l'environnement et le comité provincial de l'eau et assainissement. Le secteur privé est représenté par des organisations non gouvernementales locales qui s'efforcent de faire quelque chose dans ce vaste domaine d'assainissement. Toutes ces structures, publiques ou privées, collaborent généralement avec les structures internationales (OMS, PNUD, OCHA, Unicef, etc.) se rassemblant en *cluster wash* et qui leur pourvoient des moyens financiers de manière irrégulière pendant qu'aucun subside ne vient de l'Etat. Ce qui baisse les taux du service d'égout, de collecte et, sans système de traitement d'effluents, favorise divers risques sanitaires dont l'endémicité et épidémicité des maladies des mains sales, mortalité et morbidité élevées, etc. reconnais Lina (Op.cit.). Les quelques travaux d'assainissement réalisés, consistent à déboucher et à réparer irrégulièrement les caniveaux existants. Globalement, il s'agit des interventions de plaisance (couverture des fonds pour les grandes ONG) et/ou de campagne des autorités politico-administratives et politiques, donnant

des réponses conjoncturelles, de façade, sans que cela soit inscrit dans un schéma ou un plan d'assainissement clair, permanent et cohérent.

Conséquences et mode de fonctionnement des bidonvilles dans la ville de Bukavu

Occupation parcellaire anarchique due la croissance démographique

L'accroissement disproportionné de la population (Tableau-1) par rapport au taux de croissance de l'économie, à la fourniture des services sociaux de base et aux infrastructures conduit à la création et à l'expansion des bidonvilles à Bukavu dans un rythme progressif.

Le Projet Intégrateur Prioritaire (PIP, 2009) a documenté à Kinshasa les tailles parcellaires par ménage de chaque classe sociale et leurs surfaces ménagères nécessaires.

Tab.-4. Détermination des surfaces utiles pour ménages, normes du projet PIP

Classes sociales	Taille parcellaire par ménage, (S)	Surface utile pour ménages, (S*P/M)
Très économique	150 m ²	13333200 m ²
Economique	200 m ²	8533400 m ²
Moyen standing	240 m ² - 300 m ² , soit 270 m ²	12927330 m ²
Haut standing	400 m ² – 600 m ² , soit 500 m ²	5252500 m ²
Total		40046430 m²

L'espace requis pour la Ville de Bukavu d'ici 2050 doit être considérablement augmenté (Muhaya *et al.*, Op.cit). Initialement conçue pour occuper un espace de 60 km², elle nécessitera à peu près le double (soit 100,17 km²) selon les normes du projet PIP voire six fois plus que son espace de départ (soit 347,84 km²) selon les normes proposées par Magigi et Majani (2005). De quoi penser à l'expansion verticale comme dans les pays développés. Dans tous les cas, il reste regrettable que cette augmentation de l'espace se fasse de manière anarchique, conclut l'équipe de Muhaya (2018).

Cette croissance démographique réduit l'offre par rapport à la demande parcellaire sur le marché foncier. L'offre y devenant très limitée, il en résulte un dérèglement d'occupation du sol (Fig.6). Les dimensions accessibles pour les personnes au faible revenu sont de l'ordre de

25 à 60 m² avec un marchandage de prix des procédures légales d'accès aux terrains qui pour beaucoup les laisse sans titre foncier. Pour le cas de 90 ménages des bidonvilles enquêtés soit à peu près 7 %, 6 seulement en avait (1 à Cikonyi/Burhiba et à Nyarwizimya, 2 à Cercle-hippique et à Muhungu/Mukukwe) ; ce qui les plonge dans l'insécurité foncière.

Problèmes liés au degré de la pente, à la précarité des maisons et à l'habitat

La pression anthropique, physique et structurale s'accroissant sur les terrains, même sur des fortes pentes, précarise l'habitat de la ville de Bukavu. Ainsi, assiste-t-on aux catastrophes : incendies des maisons, érosions, inondations, éboulements/glissements, affaissement ; tributaires du mauvais aménagement et de l'anarchie dans les services fonciers.

Tab.-5. Evolution des surfaces bâties selon l'inclinaison des pentes entre 1954 et 2001

Inclinaison (degré)	Situation 1954		Situation 2001		Croissance	
	(en ha)	(en %)	(en ha)	(en %)	(en ha)	(en %)
0 - 2	62	17	114	13	51	10
3 - 5	75	20	130	15	54	11
6 - 8	94	25	166	19	73	14
9 - 10	48	13	105	12	58	11
11 - 15	71	19	205	23	134	26
16 - 20	18	5	109	12	91	18
> 20	8	2	59	7	51	10

Source : Laboratoire SURFACES de l'Université de Liège (Trefois et al. 2007 ; Moeyersons et al. 2004).

L'autre revers de cette expansion anarchique de la ville est cette invasion des terrains impropres aux constructions sans trop de moyens pour faire face aux pentes raides. La pollution et l'envasement des zones critiques et de frayères du lac Kivu et rivières, dégradant et perturbant l'écosystème sont observés chaque année.

Tab.-6. Taille de maisons et/ou des parcelles dans les bidonvilles bukaviens

Réponses obtenues	Effectif						Total	Pourcentage
	Bagira		Ibanda		Kadutu			
	Cikon yi-Bu	Mulam bula	Muhungu-M	Cercle-Hi	Nyar hwizimya	Kabwa-Ka		
-50 à 99 m ²	11	9	9	11	12	9	61	67
100 à 150 m ²	2	2	3	2	1	3	13	14
151 à 200 m ²	1	0	3	1	1	2	08	09
201 à 250 m ²	1	2	1	0	1	1	06	06
250 à 300 m ²	0	1	0	1	0	0	02	02
301 m ² et plus	0	1	0	0	0	1	02	02
Total	15	15	15	15	15	15	90	100

L'observation des bidonvilles de Bukavu, suivant l'occupation parcellaire actuelle (2020), décrit des morcellements de taille beaucoup plus réduite (67 %), le bâti érigé, pour la plupart de ménages, sur toute la parcelle, des maisons collées les unes contre les autres, manquant parfois où mettre la latrine ; ce qui crée des conflits parcellaires et propage les incendies.

Ce lotissement anarchique est établi et encouragé par des Commissionnaires fonciers et géomètres délinquants, agents étatiques non payés et fictifs qui tolèrent les maisons sur des sites impropres à la construction (en violation de l'Art.181 de la loi foncière), en matériaux de récupération dont les murs sont en planches, en tôles, en bâches ou en terres battues (Fig.7 à 11). Ces maisons ont des toitures en tôles de récupération ou en bâches, les latrines et salles de bain en bâches ou sacs de raphia (Fig.9), le plus souvent sans toitures ou soutenues par des pierres ou des sticks d'arbres au lieu des clous, des écoulements à ciel ouvert des eaux usées, pluviales et des latrines (Fig.9), à défaut du système d'égouts. Bref, les habitants vivent dans des espaces infra-urbains et dans des conditions infrahumaines.

Ces bidonvilles sont cependant des plus grands quartiers infects. Aucune artère routière ne saurait être aménagée sur une colline en pente raide. Pendant que les prédateurs accroissent leurs gains faciles sur ces lotissements/morcellements anarchiques, on assiste à un habitat précaire sans infrastructures de circulation (sinon trop étroites), d'assainissement et d'égouts, de ruissellement et gestion de déchets. Bien que connectés sur les services de distribution d'eau et électricité, ils n'en bénéficient que rarement ou insuffisamment, avec des ruptures intempestives (communément appelées délestages à l'instar du courant électrique), les habitants se servant des puits mal entretenus (communément appelées BIZOLA).

Types des maisons, de l'habitat des bidonvilles à Bukavu et état des services sociaux de base

Dans les bidonvilles bukaviens, à chaque saison pluvieuse, on enregistre des éboulements et inondations causant des pertes des biens et immeubles et parfois des vies humaines (Fig.14). La promiscuité y empêche le ramassage d'ordures et immondices et y explique l'insalubrité voire l'étalement des incendies (Fig.15) : seulement pour l'année 2019 on a enregistré 20 cas d'incendies au Paysage dans le quartier Nyalukemba, à Camp-Zaire au quartier Kasali et à Mahenge au quartier Nyamugo, pour ne citer que ceux-là. Autour de 900 maisons sont parties en fumées et donc 900 ménages, soit, avec la moyenne de 8 par ménage, 7200 personnes retrouvées sans abris, à la merci des intempéries dans les bidonvilles de Bukavu avec les mêmes conséquences que pour les éboulements.

Il s'en suit une insupportable pression sur les infrastructures sociales de la ville : des problèmes de transport et des marchés pirates difficiles à gérer, abandons et/ou pléthores dans les structures éducatives qui biaise l'encadrement, (moyenne de 85 élèves par classe dans la plupart d'écoles primaires) et formations sanitaires avec l'automédication, la privatisation de bornes fontaines pour l'eau potable servie par la société étatique-REGIDESO et des connexions clandestines à l'électricité (communément appelées DAHULAGE, Muhinduka, 2010) servie par la société étatique-SNEL.

Fig. 6 Cikonyi/Burhiba au-dessus du Cimetière Km-4 vers le camps des travailleurs de la Bralima

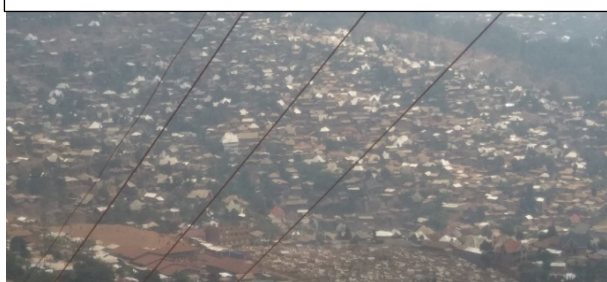


Fig. 7 Prolongement de Kabwa/ Kasire au-dessus de la source KADURU





Fig. 8 Prol/Kabwa-Kasire au-dessus/Lycée WIMA



Fig.9 Latrine et douche en bâches et écoulement à ciel ouvert des eaux usées

Fig. 10 et 11 Nyarwizimya derrière la Bralima en face de Cikonyi/Burhiba



Les autorités urbaines ne s'en tenant pas au respect de ses plans directeur et cadastral, la ville a pris l'allure des ghettos de maisons en dur mais bâties aussi anarchiquement, parsemés d'une intrusion de bidonvilles, comme on peut le voir aux alentours des terrains du Cercle-hippique et de Mukukwe (Fig.12 et 13), perdant la beauté d'antan de la ville verte, suisse de la région et devenue alors ville poubelle : Ville « BUCHAFU » au lieu de Bukavu propre, reconnaît une certaine opinion.

Ces phénomènes perpètrent le stress hydrique, les incendies, l'insécurité et les pollutions : des cours d'eau (rivières et lac Kivu), de l'air (autour des industries), sonore (tapages des églises et d'engins de transport) et du sol, dont on approfondira la compréhension par des études ultérieures. Les services de sports et loisirs y sont en délabrement très avancé ou quasi disparus cas du terrain de Mukukwe et de Cercle-hippique envahis anarchiquement et devenus des décharges pirates des habitations environnantes (Fig.12 et 13).



Fig. 12 et 13 : Les terrains de foot de Muhungu/Mukukwe et Cercle-hippique envahis par les décharges sauvages érigées dans l'anarchie par la population environnante



Fig.14 Eboulement : cause de mort de 4 membres d'une même famille et des dégâts matériels



Fig.15 Incendie qui a fait disparaître tout un quartier de plus de 400 maisons parties en fumées (Ngaboyeka, 2019)

S'étant déjà adaptés à la vie urbaine, rares sont les habitants qui veulent encore rentrer au village d'origine : aucun de ces 90 ménages enquêtés n'a accepté l'idée du retour. Rejoignant LEHZAM et BELAADI, les bidonvilles bukaviens, font assimiler la culture urbaine et sont des passages transitoires nécessaires entre la campagne et la ville, cependant, il reste indiqué que les gens doivent y être éduqués pour lutter contre l'insalubrité, soigner leurs Entités-pièges (nasse damonienne) qui laissent ses habitants victimes de leur propre turpitudes. Le niveau du chômage fait renaître l'insécurité, le banditisme, la prostitution et la propagation des infections sexuellement transmissibles.

Comme pour le Dharavi de Mumbai (Inde), les bidonvilles bukaviens sont multi-religieux et multi-ethniques et font preuve d'une impressionnante vitalité économique : même si insécurisés foncièrement, ils s'y démènent dans des activités économiques informelles entre autres, l'agriculture urbaine et périurbaine (Wand'arhasima, 2013a). Ils vivent du petit commerce de détails des biens et vivres de toutes sortes, fournissant divers services : tradi-praticiens, des réparateurs électroniques, mécaniciens, plombiers, soudeurs, ...

Conséquences liées à l'exposition à la pollution industrielle

Sans zone tampon ni dispositif de protection de la population, les bidonvilles Mulambula, Cikonyi/Burhiba et Nyarwizimya, situés autour de la Bralima et de la Pharmakina sont exposés à la pollution de ses industries : même si leurs charges polluantes ont été calculées par Lina (Op.cit.), le cas de l'industrie phyto-chimique-Pharmakina attire l'attention car elle rejette ses effluents bruts dans le lac ; ce qui présente des risques importants pour les populations et les ressources halieutiques du lac. Encore que la pollution anthropique et écologique de l'air de cette industrie phyto-chimique ainsi que leurs conséquences n'ont jamais été évaluées depuis son existence.

Somme toute, on est face à des Entités-Pièges, les habitants s'y retrouvant de gré ou de force, le sachant ou pas, dans le formel/légal ou l'informel/illégal. Le tout est béni par la mauvaise planification de la politique urbaine ne respectant ni ne relisant pas le plan cadastral, l'absence des logements sociaux, les catastrophes naturelles et les conflits armés récurrents en milieux ruraux, rejoignant la compréhension de l'Atlas sociologique (Op.cit.).

Conclusion et perspectives de solution

L'approche descriptive et analytique qui a été utilisée nous permet de conclure que la prolifération des bidonvilles à Bukavu est due à l'exode rural sécuritaire à la recherche du mieux-être économique dont les conséquences sont le chômage et le bas revenu des ménages, tant les chances espérées de trouver un emploi en milieu urbain sont déçues par l'afflux démographique.

Cette situation a développé un nouveau mode d'occupation foncière débouchant sur un morcellement effréné du sol urbain et sur la prolifération des quartiers insalubres, des nasses ou entités-pièges qui sont les bidonvilles en pleine ville et non en périphérie comme d'habitude, d'où le terme Bidonvilisation de la ville de Bukavu.

Ces bidonvilles naissant spontanément, le problème de logement n'y est plus une simple crise, c'est l'une des conséquences de la malversation économique et de la mauvaise distribution des richesses : chacun voulant se retrouver par un système de « commissionnaires » fonciers ou autres, une forme de chômage déguisé qui sévit dans presque tous les services étatiques RD Congolais qu'il faudra interdire afin de réduire l'expansion des bidonvilles. Le chômage élevé

accroît l'insécurité qu'on a fui au village, la prostitution, la propagation des Infections Sexuellement Transmissibles (IST) et le banditisme.

On a au final des centres villes insalubres composés d'un enchevêtrement de quartiers infects dont il faut se passer des solutions ponctuelles qui ne peuvent pas résoudre véritablement le fond du problème. Dans la vision d'érection des SAS damonien, il est temps qu'on opte pour une approche proactive sinon itérative dans la gouvernance des entités urbaines à Bukavu, au Sud Kivu en particulier et en RD Congo en général.

Comme le retour et la réinstallation sont de moins en moins envisageables, le travail titanesque en amont sera de trouver des mécanismes de maintien des populations vivant encore au village et en aval ceux d'intégration locale de celles qui se sont déjà adaptées à la vie urbaine. Sur ce, des mesures suivantes sont envisageables :

En amont : Dissuader l'exode rural et encourager l'éventuel processus de retour et de réinstallation des migrants dans leurs respectifs milieux rendent impérieux la réussite de la politique de décentralisation et des services de la police prônés par la constitution (Art. 3, 123, 220) et la loi sur la décentralisation (Art. 85-92ss). Envisager une police de gardiennat de proximité au modèle de « *local defence* », pour veiller à la sécurité rassurante dans les milieux ruraux ;

Poser des actions visant à résoudre les problèmes économiques explicatifs de migration vers la ville ; investir davantage dans les cités urbanisées rurales (Communes rurales créées mais non encore effectives), élaborer des politiques incitatives de micro-crédit en faveur des paysans, ce qui permettra l'amélioration de leur situation économique, valorisant le travail agricole, promouvant la décentralisation des services publics de base dans ces communes rurales ;

En aval : A l'instar d'*Orangi Town* de Karachi (Pakistan) où ses habitants se sont organisés pour l'auto-prise en charge des systèmes d'égouts via *The Orangi Pilot Project* en 1980, faire adopter ce modèle aux habitants des bidonvilles bukaviens afin qu'ils fassent, par eux-mêmes et prioritairement, des travaux d'assainissement de leur milieu. Un système où, partant des Commons (Ostrom, 2010), la salubrité revient une responsabilité de la population locale, garant de l'ordre et de la sécurité foncière, dans une sorte de pacte social contractuel (Hobbes, 2000 ; Bourdieu, 2012). Un tel usage de de sécurisation foncière renvoie à une construction théorique qui combine les approches néo-institutionnelles et socio-institutionnelles, en redéfinissant le rôle que doit désormais jouer l'État (Nyenyezi et Ansoms, Op.cit.) ;

La relecture et l'application du plan cadastral peut orienter sur la construction des nombreuses unités de logements sociaux sur les terrains appartenant à l'Etat avec des crédits immobiliers :

Office national de logement-ONL, Fonds d'avance, crédits fonciers, en élaborant des politiques étatiques et/ou privés de promotion immobilière (entrepreneurs immobiliers), incitatifs et accessibles aux petites bourses. Cartographier la manière dont les espaces requis pour l'extension (horizontale et verticale) pourraient être affectés à un horizon donné (d'ici 2050 par exemple selon Muhaya *et al.*, Op.cit.) et dans l'avenir. Ces espaces et terrains ainsi occupés peuvent avoir ou lancer un effet d'expérimentation, d'entraînement, d'inventivité pour tous voire d'intégration sociale des migrants qui ne veulent plus entendre parler du retour au bercaïl ; en ayant la vision des SAS damonien en perspective.

Afin de cadrer le propos, Eloy (Op.cit.) pose plusieurs questions dont celle liée à l'avenir de « nos bidonvilles » ? Et qu'en faire ? Questions qui peuvent attirer l'attention des gouvernants de Bukavu en particulier et de la RD Congo en général face à ce phénomène. La finalité sera de trouver des politiques publiques et possibilités de redonner aux bidonvilles bukaviens qui le peuvent encore, leurs formes urbaines à partir d'indicateurs de dispersion (d'occupation et d'emprise du sol) afin de les contrôler ou non par les autorités publiques. A quel prix ? A quelles conditions ? Associant ou excluant la participation des habitants victimes conscients ou non de la situation macabre d'instabilité des parcelles (éboulement, glissement de terre, érosion, ruissellement, flash) qui les attendait (Wand'arhasima, 2013b) ? D'où un dernier questionnement d'études ultérieures : comment choisir la meilleure intervention entre celle qui prend en compte les contraintes spatiales ou physiques du bidonville et celle qui considère le social de ses habitants (en sachant que chaque groupe aura ses propres motivations de choix de son site d'habitation) ? Ou si ces deux choix sont conciliables.

Bibliographie

1. ATLAS SOCIOLOGIQUE, Les plus grands bidonvilles du monde, entre solidarités collectives et répressions étatiques, 2020. © ATLASOCIO.COM
2. BALEGAMIRE C., MICHELLIER C., MUHIGWA J. B., DELVAUX D., IMANI G. ET DEWITTE O., Vulnérabilité du bâti face aux glissements de terrain: analyse spatio-temporelle à Bukavu (RD Congo). *Geo-Eco-Trop.* 41 (2), 2017, 263-78.
3. BELAADI BRAHIM, Analyse critique de quelques approches des bidonvilles, Département de Sociologie, Université de Guelma, El-Tawassol n°26, 2010.

4. BELAADI BRAHIM, « Le Bidonville : Histoire d'un concept », in *Revue des sciences humaines*, Université Mohamed Khider Biskra, 2001/11, n°01, 207-13.
5. BELAADI BRAHIM, *Bidonvilles et intégration sociale : Le cas d'Annaba*, Thèse de 3^{ème} cycle de sociologie, U.E.R des sciences sociales et psychologiques, Université de Bordeaux2, 1985.
6. BERTRAND CASSAIGNE, « La ville durable », in *C.E.R.A.S / Revue Projet*, 2009/6 n° 313, 78-83. <https://www.cairn.info/revue-projet-2009-6-page-78.htm>
7. BOURDIEU P., *Sur l'État. Cours au Collège de France (1989-1992)*. Paris, Seuil, 2012.
8. CARLOS PEIXOTO ANTONIO, *La théorie de la dépendance : bilan critique*. In: *Revue française de science politique*, 27^e année, n°4-5, 1977, 601-29. [doi:https://doi.org/10.3406/rfsp.1977.393739](https://doi.org/10.3406/rfsp.1977.393739)
9. CARROLL D. WRIGHT, *The slums of Baltimore, Chicago, New York, and Philadelphia*, Special report of the Commissioner of Labor, Negro Universities Press, 1969.
10. CLEAVER F., *Development Through Bricolage. Rethinking Institutions for Natural Resources Management*. Londres-New York : Routledge, 2012.
11. DAMON JULIEN, *Un monde de bidonvilles, Migrations et urbanisme informel*. Collection La République des Idées, Seuil, Paris, 2017.
12. DUPONT VERONIQUE, CHRISTOPHE Z. GUILMOTO, *Mobilités spatiales et urbanisation : Théories, pratiques et représentations*, *Cah. Sci. Hum.* 29 (2-3), 1993, 279-94.
13. ELOY PIERRE, « JULIEN DAMON, (2017), *Un monde de bidonvilles. Migrations et urbanisme informel*, Seuil, La République des idées, 128 p ». [Population 2018/2 \(Vol.73\)](https://doi.org/10.3917/popu.1802.0411), 2018, 411-13, doi.org/10.3917/popu.1802.0411
14. ESCALLIER ROBERT, *Le fait socio-spatial dans les villes du Tiers Monde Afrique occidentale et Méditerranée* *Eléments de réflexion Cahiers de la Méditerranée C.M.M.C.* 23, 1981, 129-60.
15. HARRIS J. R. ET TODARO M. P., *Migration unemployment and development: a two-sector analysis*, *The American Economic Review*, 60 (1), 1970, 116-42.
16. HOBBS TH., *Léviathan*, traduction Gérard Mairet, 6^e édition. Paris : Gallimard (collection « Folio »), 2000.
17. HOOVER EDGAR M., *La localisation des activités économiques*. Editions ouvrières, *Population*, 10^e année, n°4, Persée, paris, 1955.

18. KABILA J., Constitution de la République Démocratique du Congo (2006) modifiée par la Loi n°11/002 du 20 Janvier 2011 portant révision de certains articles de ladite constitution, Kinshasa.
19. LAKEHAL MOKHTAR, Dictionnaire d'économie contemporaine et des principaux faits politiques et sociaux, Paris, Vuilbert, 2000, 735 p.
20. LEHZAM ABDELLAH, Structuration et dynamique de l'espace urbain au Maroc, Thèse de 3ème cycle en Sciences Economiques, St Etienne, 1982, 350 p.
21. LINA ALEKE A., Evaluation des charges polluantes (domestiques et industrielles) arrivant au lac Kivu dans la ville de Bukavu, RD. Congo. Thèse PhD, Université de Liège, Bruxelles, 2016.
22. LOI ORGANIQUE n°08/016 du 07 octobre 2008, portant composition, organisation et fonctionnement des entités Territoriales Décentralisées et leurs rapports avec l'Etat et les provinces.
23. MARC J., « L'œuvre française au Maroc : Casablanca la nouvelle », *L'Exportateur français*, le 9 octobre 1930.
24. MAROY R., « Aidez l'Afrique à combattre les causes des migrations », Comece/la DC, La Croix, Bruxelles, Belgique, 2017.
25. McDONNELL T., "Slum Dwellers In Africa's Biggest Megacity Are Now Living In Canoes", npr.org, 15 May 2017.
26. MIKE DAVIS, « *Le pire des mondes possibles, de l'explosion urbaine au bidonville global* », in La découverte, Paris, 2006.
27. MIOSEC JEAN-MARIE, Urbanisation des campagnes et ruralisation des villes en Tunisie. In: Annales de Géographie, t. 94, n°521, 1985, 38-62 ; [doi :https://doi.org/10.3406/geo.1985.20300](https://doi.org/10.3406/geo.1985.20300)
28. MOEYERSONS J., TREFOIS PH., LAVREAU J., ALIMASI D., BADRIYO D., MITIMA B., MUNDALA M., MUNGANGA D.O. & NAHIMANA L., A geomorphological assessment of landslide origin at Bukavu, Democratic Republic of Congo. *Engineering Geology*, 72/1, 2004, 73-87.
29. MUHAYA NTAMUSIMWA VALÉRY, JOACHIM RUHAMYA MUGENZI, FLORIBERT MWEZE BISHENJWA, FLORIBERT MULONDA MUKANDILWA, « *Projection de l'extension de la ville de Bukavu et détermination des surfaces utiles aux horizons 2050* », in Cahiers du CERPRU Num. spécial, 26^{ème} année, N° 25, ISDR-Bukavu, 2018, 199-211.

30. MUHINDUKA K D., Gestion additive, biens publics et fourniture de l'électricité dans la région de Bukavu, RD Congo, Thèse PhD, UCL, 2010.
31. NGABOYEKA PASCAL D. Bukavu : L'exode rural et la mauvaise urbanisation parmi les causes des incendies. Organisation Congo Witness, 2019.
32. NYENYEZI AYMAR BISOKA ET AN ANSOMS, « *Accaparement des terres dans la ville de Bukavu (RDC) : déconstruire le dogme de la sécurisation foncière par l'enregistrement* », in *Conjonctures congolaises*, 2014, 217-38.
33. OSTROM E., *Gouvernance des biens communs. Pour une nouvelle approche des ressources naturelles*. Louvain-la-Neuve/Paris : De Boeck (coll. « Planète en jeu »), 2010.
34. PROJET INTEGRATEUR PRIORITAIRE (PIP), Kinshasa : Construction de 3000 logements sociaux, 2009.
35. SAMIR CHAMAA ET AHOBANGEZE NDAGIRIYEHE, « *Evolution et structure de la population de Bukavu* », in *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 1981, 43-56.
36. SKELDON R., (1990). *Population Mobility in Developing Countries: a Reinterpretation*, London and New York. Belhaven Press.
37. STEBE JEAN-MARC ET DOMINIQUE BILLIER, « Recensions des ouvrages de Julien Damon « *Un monde de bidonvilles. Migrations et urbanisme informel* » Seuil, Paris, 2017. Consulté le 21 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/eps/8804>
38. THILL MICHEL, *Un système d'insécurité Comprendre la violence et la criminalité urbaines à Bukavu*. Rift Valley Institute, Projet USALAMA : Insécurité en ville, Londres, Royaume-Uni, 2019.
39. TOMMASI CHLOE ET BOYER ANNE-LISE, « La ville durable », *Géoconfluences*, novembre 2018. URL : <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/a-la-une/notion-a-la-une/ville-durable>.
40. TREFOIS PH., MOEYERSONS J., LAVREAU J., ALIMASI D., BADRIYO I., MITIMA B., MUNDALA M., MUGANDA D.O. ET NAHIMANA L., Geomorphology and urban geology of Bukavu (R.D. Congo): interaction between slope instability and human settlement, in TEEUW, R.M. (Ed.) *Mapping hazardous terrain using remote sensing*. Geological Society, London, 283, 2007, 65-75.
41. UN-HABITAT, *Urban Planning for City Leaders*, Nairobi, Kenya, United Nations Human Settlements Program (UN-Habitat), 2013.
42. UN-HABITAT, *The Challenge of Slums, Global Report on Human Settlements 2003*, United Nations Human Settlements Program, Earthscan Publications, Londres, 2003, 1-16.

43. WAND'ARHASIMA M. LUCIEN, « *L'agriculture urbaine et périurbaine, un sauvetage pour les ménages à faible revenu en milieux urbains de Bukavu ?* » in Cahiers du CERPRU, n°21-A, ISDR-Bukavu, 2013a, 35-54.
44. WAND'ARHASIMA M. LUCIEN, « *Les gouttières dans la stabilité d'immeubles et l'assainissement des parcelles en ville de Bukavu* », in Cahiers du CERPRU, n°21-A, ISDR-Bukavu, 2013b, 201-15.

